

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux, Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **30 JUIN 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



COVED (PAPREC)

lieu dit La Tournelle
89340 CHAMPIGNY

Références : **2 2 0 4 9 0**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu dit La Tournelle 89340 CHAMPIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite au déclenchement du portique de détection de la radioactivité le 7 juin 2022, renouvelé le 8 juin, le SDIS de l'Yonne a été mandaté par l'exploitant pour procéder à l'isolement de la source de rayonnements d'un chargement. L'intervention s'est déroulée le 10 juin 2022 en présence de l'inspection des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED (PAPREC)
- lieu dit La Tournelle 89340 CHAMPIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'ISDND de COVED Champigny est un centre d'enfouissement de déchets non dangereux. L'admission de déchets radioactifs y est interdite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La réserve d'eau incendie est située à plus de 400 m du casier en cours d'exploitation. Information transmise au SDIS de l'Yonne.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.3.5.1	/	Sans objet
Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.3.5.2	/	Sans objet
Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1	/	Sans objet
Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.5.1	/	Sans objet
Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La source de rayonnements était un paratonnerre type au radium 226. Elle a été correctement isolée et conditionnée et sera reprise par l'ANDRA. La gestion de ce déclenchement de portique par l'exploitant respecte les dispositions réglementaires en vigueur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Substances radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement fixe de détection de matières radioactives
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées. Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants. A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. L'exploitant dispose également d'un appareil de mesure portatif dont l'objet principal sert à délimiter un périmètre d'isolement autour d'un camion lors d'une détection.
Constats : L'établissement dispose bien d'un portique de détection double voie adapté, correctement positionné, réglé à un seuil de détection de 3 fois le bdf et périodiquement vérifié et étalonné (l'exploitant a présenté les documents justificatifs associés). Les chargements font l'objet d'une vérification de l'absence de radioactivité. Ce portique est en bon état de marche et a déclenché le 7 juin 2022 au passage d'une benne de refus de tri de déchetterie. L'exploitant dispose également d'un appareil de mesure portatif présenté à l'inspection des installations classées, lui aussi correctement vérifié et étalonné (documents présentés).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Substances radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé dans une zone réservée à cet effet, à l'écart des postes de travail. Dans le cas de chargement à l'air libre, la benne est systématiquement bâchée pour éviter que les intempéries entraînent une dispersion des matières radioactives. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées. L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 µSv/h. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p>Constats : Suite à la détection, le 7 juin, d'un chargement radioactif, confirmé par plusieurs passages, l'exploitant a appliqué les dispositions prévues par sa procédure interne en isolant le chargement radioactif sur une aire dédiée dégagée des espaces de travail et en procédant à un nouveau contrôle le lendemain. Le 8 juin, la radioactivité était toujours mesurée par le portique de détection avec le même niveau d'activité, signalant la présence de radioélément à période longue. L'exploitant a sollicité l'intervention du SDIS de l'Yonne dans le cadre du protocole mis en place par la préfecture de l'Yonne pour l'isolement de la source. L'intervention a été planifiée le 10 juin 2022, en présence de l'inspection des ICPE.</p> <p>L'intervention a débouché sur l'isolement d'un paratonnerre comportant une source de 3.7 à 18.5 MBq de radium 226 (modèle parasphère DUVAL MESSIEN). La source a été conditionnée en colis de type A pour récupération par l'ANDRA.</p>
<p>Observations : L'exploitant informera l'Inspection des ICPE de la reprise de la source par l'ANDRA. A défaut de reprise sous 6 mois, elle informera également l'inspection. Dans l'attente, le colis doit rester dans le local dédié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Départs de feu sur casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un réseau de caméra à détection infrarouge qui surveille l'intégralité de l'alvéole en cours d'exploitation, la zone de déchets ouverte étant balayée par au moins 2 capteurs. Ce réseau de caméra est relié à une alarme dans le bâtiment administratif et à un appel 24 h / 24 vers le responsable d'exploitation ou un cadre d'astreinte.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu constater la présence de deux caméras braquées sur le casier en cours d'exploitation. Le bon fonctionnement des caméras n'a pas fait l'objet de vérification au jour du contrôle.</p>
Observations : Lève la réserve formulée à l'issue du précédent contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.
Constats : La stratégie en cas d'incendie retenue par l'exploitant est l'étouffement du foyer par de la terre. L'exploitant dispose d'un stock de terres dans le casier, complété par un stock plus important à proximité immédiate du casier. Les quantités présentes sont supérieures à celles requises. Une réserve d'eau incendie complète les moyens disponibles pour l'extinction d'un incendie.
Observations : Le casier en cours d'exploitation est assez éloigné de la réserve d'eau incendie : plus de 400 mètres. Information transmise au SDIS de l'Yonne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement repartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, de la centrale de valorisation du biogaz et dans chaque véhicule circulant sur le site ; un stock de matériaux inertes de 500 m ³ , déplacé au fur et à mesure de l'exploitation, distinct des matériaux de recouvrement, maintenu sur le site en permanence, permettant de recouvrir au plus vite un début d'incendie ; un bassin de 2 800 m ³ de capacité, équipé de 2 cannes raccords pompiers reliées au fond de bassin, ce bassin étant utilisé pour la récupération des eaux de pluies. La configuration et l'accès du bassin devra permettre la mise en œuvre aisée des engins de lutte contre l'incendie et la manipulation du matériel. Une plate-forme pompier est installée pour une surface supérieure à 200 m ² , d'une portance suffisante pour accueillir un camion citerne. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les volumes d'extinction nécessaires pour l'extinction sont définis sous un délai de 6 mois dès notification du présent arrêté. Une procédure est mise en place de manière à ce que le bassin de récupération des eaux pluviales internes ne soit jamais vidé au delà de la capacité nécessaire aux besoins d'extinction définis par l'étude prévue ci-avant.
Constats : La stratégie en cas d'incendie retenue par l'exploitant est l'étouffement du foyer par de la terre. L'exploitant dispose d'un stock de terres dans le casier, complété par un stock plus important à proximité immédiate du casier. Les quantités présentes sont supérieures à celles requises. Une réserve d'eau incendie complète les moyens disponibles pour l'extinction d'un incendie.
Observations : le bassin (son volume, ses raccords) n'a pas été contrôlé, ni l'existence de l'équipe d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet